



Le GAFSP atteint-il les petits producteurs de denrées alimentaires en Tanzanie?

Introduction : Le Programme pour l'expansion de la production du riz en Tanzanie, appuyé par le GAFSP

L'économie de la république unie de Tanzanie repose principalement sur l'agriculture, malgré d'importantes disparités socio-économiques entre les zones rurales et urbaines, et entre les différentes régions. Au cours des dix dernières années, la performance du produit national brut (PNB) de la Tanzanie a été impressionnante.¹ Cela dit, les fruits de cette croissance n'ont pas été partagés de façon équitable ; la population rurale en profite nettement moins. Malgré l'emploi de plus de 75% des Tanzaniens ruraux dans le secteur agricole, le taux de croissance de ce secteur reste inférieur à 4,4%.

En Tanzanie, le succès du secteur agricole est indispensable à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire. La production des denrées alimentaires représente le seul sous-secteur agricole dont le rendement reste pauvre. Malgré le fait qu'elles soient produites à 75% par des petits agriculteurs de subsistance, le taux de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté est plus élevé dans les zones rurales, (c'est-à-dire 33,3%) que celui des résidents de zones urbaines (21,7%).^{2,3,4} Environ 45,2% des habitants ruraux subissent des pénuries alimentaires au cours d'une année, tandis que ces mêmes pénuries n'affectent que 34,6% de leurs homologues urbains.⁵

Dans les zones rurales, la répartition du temps consacré aux activités productrices et reproductrices diffère de façon significative entre les hommes et les femmes. Les tâches ménagères telles que la préparation alimentaire, la collecte d'eau et de carburant(s), et les soins apportés aux enfants et aux personnes du troisième âge retombent principalement sur les femmes. De plus, 65% des ouvriers agricoles sont des femmes qui travaillent chacune une surface d'entre un et trois hectares. L'engagement intensif des femmes auprès de leurs familles limite leur accès à la technologie, aux outils mécanisés et aux intrants agricoles modernes. Ceci augmente inévitablement leur risque d'insécurité alimentaire, de sous-alimentation et de pauvreté.

1 Bank of Tanzania (2017). Annual Report 2016/2017. Bank of Tanzania, Dar es Salaam, Tanzania. <https://www.bot.go.tz/Publications/EconomicAndOperationsAnnualReports/BOT%20Annual%20Report%202016-17.pdf>

2 National Bureau of Statistics (2016). Tanzania in Figures. National Bureau of Statistics, Dar es Salaam, Tanzania.

3 Economic Commission for Africa (2015). Country Profile-United Republic of Tanzania. United Nations Economic Commission for Africa. <https://www.uneca.org/sites/default/files/images/ORIA/CP/tanzania.pdf>

4 FAO (2014) Tanzania Mainland country profile: gender inequalities in rural employment in Tanzania Mainland, an overview. Rome. <http://www.fao.org/3/a-i4083e.pdf>

5 National Bureau of Statistics (2017). Tanzania National Panel Survey Wave 4, 2014-2015. National Bureau of Statistics, Dar es Salaam.

Glossaire

ANSAF Agricultural Non-State Actors Forum
Le Forum des acteurs agricoles non-étatiques

ASA Agricultural Non-State Actors Forum
L'Agence de semences agricoles

ASDP Agricultural Sector Development Program
Le Programme pour le développement du secteur agricole

ASP Agricultural Sector Plan
Le Plan du secteur agricole

AWSG Agricultural Sector Working Group
Le Groupe de travail du secteur agricole

BOT Bank of Tanzania
La Banque nationale de la Tanzanie

ERPP Expanding Rice Production Project
Le Projet pour l'expansion de la production du riz

FFS Farmers Field School
L'École paysanne

GAFSP Global Agriculture and Food Security Program
Le Programme mondial pour la sécurité agricole et alimentaire

KATRIN Kilombero Agricultural Training and Research Institute
L'Institut Kilombero de recherche et de formation agricole

MWIWATA National Network of Farmers Groups in Tanzania, also known in Kiswahili as Mtandao wa Vikundi vya Wakulima Tanzania
Le Réseau national des collectivités agricoles de la Tanzanie, appelé aussi « Mtandao wa Vikundi vya Wakulima Tanzania » en kiswahili

NBS National Bureau of Statistics
Le Bureau national des statistiques

RGoZ Revolutionary Government of Zanzibar
Le Gouvernement révolutionnaire de Zanzibar

SRI Systems of Rice Intensification
Le Système de Riziculture Intensive

TADB Tanzania Agricultural Development Bank
La Banque du développement agricole de la Tanzanie

TAFSIP Tanzania Agriculture and Food Security Investment Plan
Le Plan d'investissement pour la sécurité agricole et alimentaire de la Tanzanie

TARIPA Tanzania Rice Partnership initiative
L'Initiative pour le partenariat rizier de la Tanzanie

TOSCI Tanzania Official Seed Certification Institute
L'Initiative pour le partenariat rizier de la Tanzanie

UNCEA United Nations Economic Commission for Africa

La CEA de l'ONU La Commission économique pour l'Afrique de l'Organisation des nations unies



La majorité de ces femmes œuvrent dans l'agriculture de subsistance et peuvent facilement être précipitées sous le seuil de la pauvreté par des fluctuations climatiques (par exemple sécheresses ou inondations) et les stress biotiques, ainsi que d'autres chocs externes, notamment les fluctuations des prix des produits alimentaires dues au manque d'accès à l'information, aux innovations, aux initiatives à valeur ajoutée, et aux semences de meilleure qualité et/ou variété. Ces lacunes suscitent toutes des retours insuffisants par rapport aux coûts de la production et de la main d'œuvre. Ces retours insuffisants contribuent à leur tour au marasme de la croissance du secteur agricole, dont le taux annuel est passé au-dessous de 5%.⁶ L'accès à de meilleurs intrants agricoles et à des résultats fiables du marché intérieur et d'exportation est alors considéré l'exigence principale nécessaire à la hausse de productivité agricole, au comblement des écarts de rendement, et à la croissance économique. Le modèle du projet d'intervention vise à améliorer la production du riz et à assurer la sécurité alimentaire, la nutrition et les revenus des petits cultivateurs de riz grâce à l'adoption de variétés de riz améliorées et des technologies de production qui peuvent transformer la production de subsistance en production à l'échelle commerciale.

Les petits producteurs se heurtent également à un accès limité au financement, et sont mis à l'écart par un système bancaire et par d'autres institutions financières qui se fient trop étroitement à la production pluviale, ce qui accroît les taux d'intérêts, les exigences de garantie, et autres actifs de prime de risque. La Banque nationale de la Tanzanie (BOT) affirme que les crédits bancaires à l'agriculture diminuent depuis des années ; l'agriculture a profité de 8,4% de la totalité des prêts autorisés en 2013, 7,8% en 2014, et 7,7% seulement en 2015. Il se vaut de noter que l'accord de crédits pour l'agriculture continue à ralentir en faveur d'autres activités économiques, notamment le commerce et la fabrication. Cependant, la création de la Banque du développement de l'agriculture de la Tanzanie (TADB)⁷ représente une démarche importante vers la facilitation de l'accès au financement des collectivités agricoles.

Le gouvernement de la Tanzanie cherche actuellement à développer le commerce agricole. Le but serait d'améliorer la production, d'accroître la productivité et la rentabilité du secteur

LE RIZ EST UNE
CULTURE DE BASE EN
TANZANIE.

(ALLAN GICHIGI/
ACTIONAID)

⁶ Economic Commission for Africa (2015). Country Profile-United Republic of Tanzania.

⁷ Le TADB est une banque de financement du développement agricole dont la mission est de faciliter le développement et la transformation du secteur agricole en offrant le financement au court, moyen et long-terme aux projets agricoles en Tanzanie qui favorisent la croissance économique, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté monétaire.

agricole, et de transformer la nature actuelle de ce secteur, c'est-à-dire celle de la production de subsistance en une production commerciale viable, durable et concurrentielle. Le Projet d'expansion de la production du riz (ERPP) multiplie les efforts entrepris par le gouvernement tanzanien pour établir un partenariat efficace entre les secteurs public et privés tout au long de la chaîne de valeur du riz. Cet ensemble d'activités se nomme l'Initiative du partenariat rizier de la Tanzanie (TARIPA).

Plus précisément, le partenariat TARIPA a pour but de réaliser les objectifs suivants :

- La promotion des partenariats « public privé » au niveau du développement des approches innovatrices à la reproduction et la distribution des variétés de riz améliorées à travers la région ciblée par le projet.
- L'accélération des taux d'adoption des variétés de riz de haut rendement chez les cultivateurs rizicoles dans la région ciblée grâce à une subvention des intrants agricoles qui financerait le coût des semences, des engrais et des pesticides.
- La réhabilitation des systèmes d'irrigation rizicoles qui ne figure pas actuellement dans le financement du Programme de développement du secteur agricole (ASDP) et du Plan pour le secteur agricole (ASP)⁸ en ce qui concerne la région ciblée par le partenariat TARIPA-SAGCOT, (c'est-à-dire dans le territoire continental de la Tanzanie ainsi que dans le Mtwango, le Kibokwa et l'Ole au Zanzibar).
- L'amélioration de la capacité des systèmes de veille et d'évaluation afin d'assurer la mise en œuvre de l'Initiative, de réaliser les résultats envisagés et de fournir les formations nécessaires à la réplique du modèle du partenariat public privé dans d'autres régions.

Le Fonds fiduciaire multi-donneur du Programme mondial de sécurité agricole et alimentaire (GAFSP), par le biais de son Guichet du secteur public, appuie le Plan pour l'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire de la Tanzanie (TAFSIP) en lui accordant le capital nécessaire à la mise en œuvre de l'ERPP. Ce projet représente une démarche nationale pour augmenter la productivité agricole, former des liens entre les agriculteurs et les marchés, réduire le risque et la faillite, améliorer les modes de vie ruraux non-agricoles, et enfin développer la capacité des agriculteurs, des collectivités, du gouvernement et du secteur privé à renforcer la sécurité des revenus, de l'alimentation et de la nutrition.

Le projet, tel qu'il a été conçu, espère venir en aide à environ 37 000 ménages agricoles dans la région de Morogoro en Tanzanie continentale et environs 8 000 au Zanzibar. Dans le Morogoro, le projet a été lancé dans les districts de Kilombero, Kilosa et Myomero. Au Zanzibar, il est actif dans les régions nord-centre et nord-sud. Les sites en question ont été choisis en raison de la fertilité de leurs terres et du potentiel d'irrigation nécessaires à l'amélioration de la productivité de la culture rizière. Le projet cherche aussi à privilégier en particulier l'emploi des femmes et des jeunes et à renforcer la durabilité face au changement climatique.

Le Ministère de la sécurité alimentaire et des coopératives agricoles de la Tanzanie continentale et le Ministère de l'agriculture et des ressources naturelles du Gouvernement révolutionnaire du Zanzibar (RGoZ) ont conjointement lancé, surveillé et géré les activités du projet. L'Agence des semences agricoles (ASA), une institution gouvernementale public privé de la Tanzanie continentale et l'Institut Kizimbani pour la recherche agricole se sont chargés

⁸ L'ASP est le Plan pour le développement du secteur agricole lancé au Zanzibar.

⁹ Le Système de Riziculture Intensive, (Systems of Rice Intensification en anglais et la Sistema Intensivo de Cultivo Arrocerero (SICA) en espagnol) est une méthodologie agroécologique qui permet l'augmentation de la production du riz irrigué en transformant la gestion des plantes, de la terre, de l'eau et des nutriments. <http://sri.ciifad.cornell.edu/>

de reproduire et de distribuer les variétés de riz améliorées à travers les régions ciblées. Les activités de recherche en Tanzanie continentale ont été entreprises par l'Institut KILOMBERO pour la recherche et la formation agricole (KATRIN), et les conseils de gouvernements locaux ont également participé à l'implémentation du projet. La totalité des fonds pour le projet s'élève à 22,9 millions de dollars américains (USD). La Banque Mondiale représente l'organe de contrôle du projet.

OBJECTIFS	SOUS-OBJECTIFS	RÉSULTATS ATTENDUS
La promotion des partenariats public privé au niveau du développement des approches innovatrices à la multiplication et la distribution des variétés de riz amélioré	<ul style="list-style-type: none"> • La fourniture des semences améliorées • La démonstration des variétés de semences améliorées • Les formations sur les bonnes pratiques de la gestion agronomique 	Une productivité améliorée ainsi que des meilleures pratiques de gestion
L'accélération des taux d'adoption des variétés de riz de haut rendement chez les cultivateurs riziers dans la région ciblée, grâce à une subvention d'entrées agricoles qui financerait le coût des semences, des engrais et des pesticides	<ul style="list-style-type: none"> • L'introduction du Système de Riziculture Intensive (SRI)⁹ 	Une adoption augmentée du SRI
La réhabilitation des systèmes d'irrigation rizicoles qui ne figure pas actuellement dans le financement de l'ASDP et de l'ASP ¹⁰ en ce qui concerne la région ciblée par le partenariat TARIPA- SAG-COT, (c'est-à-dire dans le territoire continental de la Tanzanie ainsi que Mtwango, Kibokwa et Ole au Zanzibar)	<ul style="list-style-type: none"> • La construction et la réhabilitation modèles d'irrigation sélectionnés • La construction de greniers • La construction des routes 	Une productivité rizière augmentée
L'amélioration de la capacité des systèmes de veille et d'évaluation afin d'assurer la mise en œuvre, de réaliser les résultats envisagés, et de fournir les formations nécessaires à la réplication du modèle du partenariat public privé dans d'autres régions	<ul style="list-style-type: none"> • Le renforcement des collectivités productrices • La gestion de la subvention d'intrants agricoles 	Un rendement et une durabilité renforcés des collectivités productrices

La portée de l'étude de cas

ActionAid USA, en collaboration avec ActionAid Tanzania, a commandé une étude de cas en Tanzanie afin de mettre l'accent sur les réussites observées lors de la mise en œuvre de l'ERPP. Cette étude soulève également les leçons acquises lors de cette implémentation ; des leçons qui servent à encourager l'appui financier des donateurs du GAFSP mais aussi à optimiser ses futurs projets.

La mise en œuvre de l'ERPP a cherché à privilégier en particulier sur les petits producteurs alimentaires, les femmes productrices, l'engagement et la participation continue des organisations de producteurs et de société civile, et enfin la résilience agricole face au changement climatique. Ce dernier aspect de la production représente un élément important du renforcement de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté au long terme.

Cette étude s'est basée sur un champ de mission effectué en juillet 2018 dans les districts de Mvomero dans la région de Morogoro (en Tanzanie continentale), et deux districts du nord et du centre de la région de l'Unguja du Nord. Ces zones ont été sélectionnées au hasard en consultation avec ActionAid International et la Banque mondiale ; ces organisations représentent les principaux conseillers du gouvernement de la république unie de la Tanzanie. La méthodologie choisie pour la préparation de cette étude comprend un contrôle

¹⁰ ASP est le Plan pour le développement du secteur agricole lancé au Zanzibar.



documentaire des rapports pertinents, de nombreuses discussions de groupes de réflexion, des entretiens individuels, et des observations effectuées sur le terrain.

Les entretiens ont impliqué 25 petits producteurs dont 12 femmes, 15 fonctionnaires dont 2 personnes rattachés à l'ERPP au niveau des districts et 3 au niveau national, 5 agents de vulgarisation agricole, des membres du personnel de l'ASA et 2 représentants de sociétés agricoles aux niveaux locaux et régionaux et au sein des associations agricoles nationales MVIWATA et ANSAF.^{11,12} Les discussions entreprises par les groupes de réflexion ont eu lieu au Projet d'irrigation de Cheju.

AVEC LES REVENUS SUPPLÉMENTAIRES QUE LUI RAPPORTE LA VENTE DU RIZ, JOYCE JAMES KINYAMI A PU EMBAUCHER DES JEUNES DU VILLAGE ET LES FORMER À L'EMPLOI DE SA SOUDEUSE.

(HANS NGOTEYA/
ACTIONAID)

Constats clés de la mise en œuvre du projet

Deux ans après son implémentation, l'ERPP a fait preuve de la transformation de la subsistance des participants. On observe un renforcement des capacités techniques et organisationnelles parmi le personnel de vulgarisation agricole du gouvernement et chez les principaux agriculteurs de l'ensemble des producteurs. Les réussites de l'ERPP se notent également chez les producteurs les plus menacés par la faillite et la pauvreté, en particulier les femmes et les jeunes. Le projet a généré un élan dans l'amélioration de la productivité, la hausse des revenus ménagers et la stabilisation de la disponibilité alimentaire des participants et autres agriculteurs vivant à l'intérieur et aux alentours de la zone ciblée.

Les agriculteurs ont affirmé qu'ils ont été impliqués dans la prise de décisions importantes, notamment vis-à-vis du choix des variétés des semences et des formations relatives au Système de Riziculture Intensive (SRI), c'est-à-dire la préparation des fermes, la gestion des

11 Le Réseau national des collectivités agricoles de la Tanzanie s'appelle aussi Mtandao wa Vikundi vya Wakulima Tanzania (MVIWATA) en Kiswahili

12 Agricultural Non-State Actors Forum

pépinières, les techniques de greffe et de désherbage, la gestion agrochimique des pesticides, et / ou la moisson et le contrôle organoleptique des variétés de semences afin de sélectionner deux variétés parmi les neuf introduites.

Le projet a malheureusement souffert un nombre de délais lors du recrutement des contractuels responsables de la réhabilitation de l'irrigation, de la construction des entrepôts et des routes agricoles, et de la livraison des intrants agricoles. Ces délais ont tous réduit les résultats positifs potentiels du projet. Malgré ceci, les agriculteurs ont affirmé avec enthousiasme qu'ils sont restés capables de maintenir leurs cultures SRI de semences améliorées. Ils se sont également déclarés impressionnés par les résultats de productivité et se sont engagés à poursuivre l'agriculture SRI. Cet engagement est indispensable à la durabilité du projet à la suite de la cessation progressive de son appui financier. En revanche, certains agriculteurs ont exprimé leurs préoccupations quant à l'abordabilité d'une technologie plus couteuse. Enfin, l'impact de l'utilisation en masse des engrais et pesticides afin de stimuler la productivité rizicole sur la durabilité du projet reste encore à voir.

Le Système de Riziculture Intensive¹³

Le Système de Riziculture Intensive (SRI) est défini comme une méthodologie agroécologique qui a pour but d'élever la productivité du riz brut par la transformation de la gestion des plantes, des terres, de l'eau et des nutriments.

Le SRI est né au Madagascar au cours des années 1980 et se fonde sur les principes agricoles qui visent à réduire de façon importante la population végétale, à améliorer les conditions du sol et les méthodes d'irrigation pour favoriser le développement des racines et des plantes, et à optimiser les méthodes d'établissement de plantes. Les avantages du SRI ont été démontrés dans plus de 50 pays et comprennent entre autres :

- des rendements augmentés de 20 à 100%
- une réduction de la quantité de semences exigées qui s'élève à 90%
- une économie d'eau qui s'élève à 50%

Le SRI ne représente pas une technologie exacte, mais plutôt un ensemble de principes et de pratiques qui peuvent être adaptés à de diverses conditions agroécologiques et systèmes agricoles. La modification des principes et pratiques SRI afin de favoriser la production rizicole pluviale a donné lieu à des rendements augmentés et les avantages économiques qui suivent.

Multiples recherches ont démontré que les contributions positives des SRI à la sécurité alimentaire et la nutrition ont multiplié les possibilités financières et ménagères des agriculteurs, renforcé l'adaptation agricole face au changement climatique et l'atténuation de ses dégâts, et amélioré la santé et réduit le travail pénible des femmes.¹⁴

¹³ See more from SRI International Network and Resources Center at Cornell University at <http://sri.ciifad.cornell.edu>. RI-Rice ONLINE and its associated social networking sites are maintained by the SRI International Network and Resources Center (SRI-Rice) at Cornell University. SRI-Rice ONLINE contains the most comprehensive collection of information on the System of Rice Intensification globally.

¹⁴ http://sri.ciifad.cornell.edu/conferences/IRC2014/booth/SRI_gender_handout_2014.pdf

1. Le projet cible-t-il les petits producteurs ?

L'ERPP a été lancé dans 11 districts de la Tanzanie continentale ; Mbarali, Kyela, Mbozi, Morogoro, Kilombero, Kilosa, Mvomero, Iringa, Sumbawanga, Mpanda et Songea, ainsi que 3 districts de l'archipel du Zanzibar ; Mtwango, Kibokwa et Ole. Ces districts sont des régions connues pour la production du riz, mais leur productivité moyenne, c'est-à-dire 1.5 tonne métrique par hectare (MT/ha) est très basse en comparaison à celle d'un nombre d'autres pays, par exemple l'Égypte (9.5MT/ha), le Viêt-Nam (4.9MT/ha), le Bangladesh (4.0MT/ha) et l'Inde (3.3MT/ha.) Ces régions ciblées ont le potentiel d'augmenter leur productivité grâce à l'irrigation et l'adoption de variétés améliorées des semences. Le gouvernement de la Tanzanie continentale et le RGoZ estiment tous deux que le riz est une culture qui peut potentiellement apporter l'autonomie alimentaire nationale au long terme et ainsi réduire le nombre d'importations en Tanzanie. Étant donné que le riz est aussi une culture de base hautement commercialisée, il est fort probable que cette céréale puisse contribuer également à l'établissement de la sécurité alimentaire du pays, la hausse des revenus ménagers et la réduction de la pauvreté monétaire.

Dans les districts du Kilosa, Mvomero et Kibokwa, les agriculteurs ont affirmé que la sélection des participants a été faite par les agents de vulgarisation locaux. Ceux-ci ont tenté d'identifier les ménages agricoles en risque de faillite vis-à-vis de divers facteurs, notamment le sexe des agriculteurs, leur risque quant à l'insécurité alimentaire et leurs revenus.

« Un rassemblement du village a été convoqué par le représentant de l'ERPP du district afin de présenter les objectifs du projet, les résultats espérés et son impact sur la collectivité. À la conclusion de la réunion, 20 agriculteurs (dont 10 femmes) ont été choisis pour participer à une formation sur les bonnes pratiques agronomiques au Centre de recherches agricoles Mkindo. On a demandé à chacun d'entre eux de réserver une acre de terres agricoles à la démonstration du SRI, qu'ils ont été invités à partager avec 4 autres agriculteurs à la suite de leur formation. » – Neema Isack Mkanga, agent de vulgarisation, et James Peter Mbiu, technicien d'irrigation du village de Kigugu, Mvomero, région du Morogoro.

L'ASA espère atteindre 120 villages et 30 systèmes d'irrigation grâce à une approche fondée sur des Journées d'apprentissage sur le terrain durant lesquelles on utiliserait des parcelles de démonstration afin de faciliter l'apprentissage en équipe. Les agriculteurs qui se sont révélés les plus compétents du village ont été récompensés d'une aide pour installer des parcelles de reproduction ou des systèmes d'irrigation dans leur village, ce qui leur permettra de vendre des semences à d'autres agriculteurs cherchant à adopter le SRI. Sur ces parcelles de démonstration, ils ont reçu des formations supplémentaires sur la préparation des fermes, la gestion des pépinières, le greffage et la récolte. Au cours des Journées d'apprentissage, les agriculteurs ont participé à des tests organoleptiques en forme de dégustation des variétés de semences. La possibilité de s'instruire grâce à l'observation et la comparaison des produits des diverses variétés de semences s'est révélée comme étant indispensable à l'étendue de l'apprentissage des agriculteurs.

« Jusqu'en 2017-2018, l'ASA a réussi à atteindre 1 336 agriculteurs qui sont capables de discerner une amélioration de leurs variétés et de leurs rendements, et qui ont abandonné leurs anciennes variétés. En collaboration avec les agents de vulgarisation, nous avons commencé à renseigner les agriculteurs sur le projet dans 5 systèmes d'irrigation à Mvomero (Mboga et Kigugu-Komtonga), Kilosa (Myumi) et Kilombero (Msolwa et le village de Njage-Ujamaa) afin d'effectuer les tests de variétés de riz



améliorées. Deux riziculteurs (dont un homme et une femme) ont été sélectionnés dans chaque village pour participer à une formation d'une semaine sur le SRI à l'Institut de recherche et de formation agricole Mkindo. Cette formation a eu pour but de permettre aux participants de devenir les agriculteurs principaux de leurs villages afin qu'ils ou elles puissent aider leurs voisins à propager l'adoption de la technologie SRI. En une semaine seulement, les 20 principaux agriculteurs ont pu atteindre 40 autres petits producteurs qui se servaient de méthodes rizicoles traditionnelles, et les convertir à l'adoption du SRI. »
– Johnson Tilya, agronome de l'ASA

DEPUIS SA PARTICIPATION À L'ERPP, RITHA ROGERS RÉCOLTE PRESQUE QUATRE FOIS DE PLUS DE RIZ QU'AUPARAVANT.

**(HANS NGOTEYA/
ACTIONAID)**

Aussi bien au Zanzibar qu'en Tanzanie continentale, le projet a réussi à atteindre les femmes et les petits producteurs qui souffraient d'une basse productivité causée par un manque d'intrants agricoles et par mauvaises pratiques rizicoles. Les producteurs de riz brut au Zanzibar ont participé à la sélection de deux variétés : le Saro 5 et le SUPA BC.

« Nous avons l'habitude de planter selon la méthode traditionnelle, en plaçant de 6 à 10 semences dans chaque trou, à 10 cm d'écart, (bien que la plupart d'entre nous n'observions pas cette distance.) Les semences étaient recyclées depuis la saison précédente et (...) étaient jetées et distribuées au hasard à travers la ferme. Malgré le fait que nous consacrons de nombreuses heures et une grande quantité d'eau au travail de l'irrigation, nous ne récoltions que de 5 à 8 sacs par acre, (c'est-à-dire l'équivalent de 0.5 à 0.6 tonnes par acre.) » – Ritha Rogers, petite productrice rizicole du village de Llonga, Kilosa, région de Morogoro.

Un grand nombre des agriculteurs participants ont fait part d'un récit similaire.

La majorité des ménages bénéficient d'une sécurité alimentaire qui ne dure qu'entre 7 et 9

mois de l'année à cause des faibles niveaux de productivité, ce qui oblige les hommes et les femmes tous deux à chercher du travail occasionnel à l'intérieur et à l'extérieur de leur village afin de gagner les revenus nécessaires à l'achat de la nourriture. Dans certains cas, il a été difficile de recruter des agriculteurs qui veuillent participer au projet étant donné que ceux-ci espéraient être récompensés par des subventions qui financeraient des intrants agricoles ou par d'autres compensations financières.

« Après la formation, on nous a fournis une trousse à outils, et on nous a demandé de former d'autres agriculteurs en risque de faillite du village afin de mobiliser un plus grand nombre de riziculteurs à adopter le SRI. Ceci s'est avéré difficile, étant donné qu'ils s'attendaient à ce que le projet leur offre des subventions ou une récompense de quelque sorte en échange de leur participation aux activités du projet. » – Mselenga, agriculteur principal et petit producteur de riz du village de Komtonga, Mvomero, région de Morogoro.

Néanmoins, le projet a réussi à atteindre des femmes et des jeunes, et à leur offrir des formations et des subventions pour le financement des intrants agricoles. Les femmes ont été fortement encouragées à participer à chacune des activités du projet, et on a insisté sur une parité (c'est-à-dire 50-50%) des hommes et des femmes présents lors des activités de l'ERPP, en particulier celles qui concernaient l'adoption du SRI.

« La participation des femmes aux activités du projet est égale à celle des hommes, et chaque femme a réussi à se doter d'une parcelle agricole de 0,25 acre dans le système d'irrigation de Cheju. Cette terre appartient au gouvernement révolutionnaire du Zanzibar, mais les agriculteurs ont le droit de s'en servir si c'est à des fins agricoles uniquement. » – Tatu Ali Khatibu, agricultrice, Ndjiani, district central de l'Unguja.

« Après avoir vu les résultats positifs de l'adoption du SRI quant à l'amélioration du rendement agricole (c'est-à-dire d'être passé d'une moyenne de 0,6 tonnes par acre à un volume de 3,1 tonnes par acre), le gouvernement régional de Morogoro a l'intention de consacrer des fonds publics au lancement de cette intervention dans tous ses districts. » – Dr. Rosalia, conseillère agricole régionale, région de Morogoro.

En général, les activités du projet ont réussi à atteindre les individus les plus en risque de faillite dans les régions sélectionnées, et l'apprentissage en équipe a aidé à disséminer les nouvelles techniques parmi les agriculteurs. Cependant, il doit être noté que les activités relatives à la provision des intrants améliorés subventionnés, (c'est-à-dire les semences, engrais, herbicides et pesticides) ne sont pas forcément renouvelables pour les agriculteurs les plus pauvres en raison du coût élevé des intrants.

Les agriculteurs participants sont tenus d'utiliser les revenus générés par la première récolte pour rembourser les bons des intrants. Or, dans le cadre de la structure telle qu'elle existe actuellement, plusieurs d'entre eux se sont déclarés incapables de rembourser les bons alloués lors de la première récolte.

« Je suis un petit producteur de riz bénéficiaire du projet de l'ERPP. Mais je ne suis pas persuadé que la majorité des agriculteurs en risque comme moi puissent profiter de la subvention d'intrants agricoles, étant donné que je ne peux rembourser que les bons qui me permettent de planter les engrais. Les deux autres bons me sont impossibles à rembourser avant la récolte. » – Athumani Ismail, petit producteur de riz du village de Mvumi, Kilosa, région du Mvumi.

Le projet a également subi un délai causé par un retard du gouvernement dans sa livraison des engrais, ce qui n'a pas été pris en compte lors de la conception du projet.



De plus, le SRI préconise une diminution de l'emploi des agrochimiques, et on rapporte des résultats positifs de l'utilisation des intrants agricoles biologiques tels que le compost et le paillis. Même si l'utilisation des engrais et des pesticides n'est pas encore totalement exclue du SRI, ces intrants réduisent le potentiel des résultats positifs du SRI quant à la qualité du sol, la santé de l'environnement et l'abordabilité économique.

GRÂCE À L'APPUI DE L'ERPP, VICTORIA YOHANA A VU MULTIPLIER SES REVENUS DANS LA VENTE DU RIZ ET A PU S'OFFRIR UN NOUVEAU POULAILLER.

(HANS NGOTEYA/
ACTIONAID)

2. Comment le projet a-t-il atteint les petits producteurs de denrées alimentaires ?

a. Une production agricole augmentée

Les agriculteurs ont affirmé que les intrants agricoles et les formations techniques fournis leur ont permis d'adopter un nouveau système rizicole et d'augmenter leur productivité. Ils ont ajouté que grâce à l'apprentissage du SRI et l'appui des agents de vulgarisation, ils ont pu abandonner les systèmes rizicoles traditionnels et ainsi tripler leur production de riz. Les riziculteurs sont devenus capables aussi d'expliquer aux autres les techniques SRI relatives à la préparation des pépinières, le nivellement et l'espacement des fermes, le greffage, la planification de l'intégration des engrais, et les méthodes d'inspection des plantes en cas d'épidémie parasitaire.

« Je suis tellement enthousiasmé par ce projet. Avant, nous investissions beaucoup de travail dans la production rizicole pour des récoltes très maigres, mais maintenant c'est très peu de travail pour de très grandes récoltes. » – Tatu Ali Khabitu, agricultrice, Cheju, Zanzibar



« J'étais sceptique quant au SRI et aux variétés de riz Saro qui nous ont été présentés, parce que j'avais l'habitude de cultiver une variété locale appelée « supa », en dépit du fait que j'en tirais entre 5 à 8 sacs de 100 kg de riz brut seulement. J'ai décidé d'essayer le SRI et les variétés Saro dans une parcelle d'une demi acre pour voir. Après avoir récolté 15 sacs de plus qu'attendu, cette saison j'ai consacré toute la ferme, c'est-à-dire une acre entière, à la production du riz SRI et des semences Saro. J'ai récolté 33 sacs de riz brut. » – Hadija Hassan, agricultrice du village de Mvumi, région du Morogoro.

AVEC LES REVENUS SUPPLÉMENTAIRES QUE LUI RAPPORTENT LA VENTE DE RIZ, L'AGRICULTEUR KOBAMAJESHI PEUT SE PERMETTRE D'ENTAMER LA CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE MAISON.

**(HANS NGOTEYA/
ACTIONAID)**

La fourniture des intrants agricoles subventionnés a permis aux agriculteurs de se servir des variétés de semences améliorées et d'engrais tout au long des différentes étapes de la poussée des plantes. L'approche des parcelles de démonstration a aidé les riziculteurs à aiguïser leurs compétences en SRI, et les Journées d'apprentissage ont incité les agriculteurs à augmenter leur production.

« Lors de la Journée d'apprentissage, certains agriculteurs ont su identifier lesquels parmi les riz récoltés avaient été greffés le huitième jour. Selon eux, c'est un riz qui produit des grains longs et épais, et c'est très intéressant d'écouter leurs discussions vis-à-vis des résultats spécifiques de telle ou telle procédure SRI. » – Johnson Tilya, agronome de l'ASA.

Malgré les observations positives des producteurs de riz brut, il doit être noté qu'ils font face à de nombreux défis vis-à-vis de l'expansion de la zone de production à l'intérieur d'un même système d'irrigation. On a constaté que les agriculteurs et autres individus qui s'intéressent à la riziculture dans d'autres régions arrivent avant le début de la saison pour louer des fermes, mais dû à un excès de demande, le peu de personnes qui possèdent de 3 à 5 acres de terres ne les louent qu'à des prix très élevés. Ceci rend très difficile la possibilité d'élargir la

superficie de production et d'ainsi augmenter les revenus.

b. L'accès à des meilleures technologies de production

Les activités de l'ERPP ont cherché à renforcer chez les collectivités agricoles l'importance des formations techniques, du réseautage et des intrants agricoles afin d'augmenter les rendements. Les agriculteurs ont fait rapport d'une augmentation de leurs revenus grâce à l'aide offerte par le projet. Certains agriculteurs ont bénéficié également des semences de souche destinées à la reproduction des variétés améliorées ailleurs. Les semences améliorées avaient été testées localement par l'Institut officiel de la certification des semences de la Tanzanie (TOSCI), puis développées et purifiées par KATRIN. L'ASA s'est chargée de la reproduction et de la distribution des semences par le biais des points de vente autorisés ou directement aux riziculteurs.

En Tanzanie continentale, les riziculteurs ont affirmé qu'ils ont reçu de 5 à 6 kg de semences subventionnées pour une ferme d'une acre. Néanmoins, il existe des soucis quant aux démarches par lesquelles les semences et engrais sont allouées aux agriculteurs, et quant à la durabilité de l'impact de cette allocation. Certains participants ont indiqué qu'il leur était difficile de se permettre les intrants subventionnés d'un point de vue financier, et dans certains districts, on a observé des délais dans la livraison des engrais. La réussite continue des subventions du projet dépendra de la livraison ponctuelle des engrais et des semences aux agriculteurs. Il serait utile d'explorer la possibilité de former les agriculteurs sur l'emploi des composts et des paillis afin de réduire leur dépendance à la provision d'intrants agricoles externes à l'avenir. Les intrants biologiques contribuent également à une meilleure gestion du sol.

« Au début, nous n'avons atteint que 20% des producteurs de riz brut ciblés, alors que nous avions projeté d'atteindre 200 producteurs de riz brut des systèmes d'irrigation de Kigugu et Komtonga. Ceci est principalement dû au fait qu'il y a eu des délais dans la livraison des engrais causés par des processus d'approvisionnement. » – Baraka Mteri, agent agricole à Mvomero, ERPP

c. Des revenus élevés

De façon globale, les agriculteurs ont vu augmenter leurs revenus grâce au fait qu'ils sont devenus capables de stocker et de vendre les excédents de riz brut dans les marchés locaux. Étant donné que le SRI représente une nouvelle approche pour la majorité des agriculteurs, son adoption leur a permis pour la première fois de générer des revenus augmentés grâce aux excédents de riz brut. Victoria Yohana, une rizicultrice du système d'irrigation Kigugu dans le district de Mvomero a ainsi déclaré que ses revenus annuels sont passé de 400 000 à 1 200 000 shillings tanzaniens (TZS). Elle a également pu bâtir un poulailler moderne afin de diversifier ses sources de revenus. Les agriculteurs ayant maîtrisé le SRI ont su générer des revenus supplémentaires en se faisant embaucher par d'autres agriculteurs qui s'intéressent à l'adoption du SRI dans leurs fermes.

Très peu d'entre eux ont pu valoriser et revendre leur riz à un prix plus élevé étant donné qu'ils n'ont pas été capables de payer les commissions initiales liées aux frais de traitement et d'emballage. Cependant, ils restent motivés par l'emploi continu du SRI, même si le projet sera éventuellement et progressivement supprimé.

« Pour moi, le SRI représente un emploi à plein temps. On m'appelle même planificateur de fermes à cause des compétences méticuleuses que j'exerce pour assurer que l'écartement des semences soit de 25 cm sur 25 cm. J'utilise du bois pour le nivellement



de la ferme et pour la conception des boîtes carrées de 25 cm. Les autres agriculteurs m'embauchent uniquement pour exécuter la planification de ces boîtes carrées, et m'offrent entre 5 000 et 7 000 TZS pour planifier une ferme d'un quart d'acre. En début de saison, je peux rapporter jusqu'à 15 000 TZS en une journée. » – Selenga Inama, agriculteur principal du village de Komtonga, Mvomero, région de Morogoro.

L'AGENT DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE SAADA SAIF (CENTRE) OFFRE AUX AGRICULTEURS SES CONSEILS QUANT AUX MEILLEURES TECHNIQUES POUR SÉCHER LE RIZ APRÈS SA RÉCOLTE.

(ALLAN GICHIGI/ ACTIONAID)

Malgré l'amélioration de la productivité et des connaissances en SRI, les agriculteurs se sont plaints du manque d'entrepôts et de machines de traitement qui limite l'augmentation des revenus potentielle.

« Notre bien-être s'est amélioré depuis que j'ai adopté les SRI et les variétés Saro. Mais nous avons toujours des problèmes quant à la commercialisation du produit puisque nous vendons du riz brut. Si nous pouvions traiter le riz brut et vendre du riz transformé, nous aurions tant d'autres options vis-à-vis des lieux de vente, et afin d'obtenir des meilleurs prix. » – Koba Majeshi, agriculteur du village de Komtonga, région de Morogoro.

d. La sécurité alimentaire

Il a été largement évoqué par les agriculteurs et agricultrices que les excédents de riz produit ont suffi à assurer la disponibilité de denrées alimentaires au niveau des ménages individuels durant le cours de l'année. Avant l'intervention du projet, les agriculteurs, aussi bien en Tanzanie continentale qu'au Zanzibar, avaient fait rapport d'une faible production saisonnière et du fait qu'ils n'avaient donc pas les réserves nécessaires à garantir la saison suivante. Ils se heurtaient fréquemment à des pénuries de vivres entre les mois de janvier et de mars.

« Avant d'entreprendre l'agriculture SRI, je faisais face régulièrement à des pénuries de vivres entre les mois de janvier et mars, et certains jours, j'étais obligé de chercher du travail occasionnel afin de d'assurer de la nourriture pour ma famille. Mais maintenant, les choses ont changé. L'agriculture SRI m'a aidé à obtenir des réserves alimentaires suffisantes, et je peux vendre et acheter d'autres aliments lorsque j'en ai envie. » – Salum Abdallah, agriculteur de Cheju, Zanzibar

L'adoption d'une meilleure technologie de production, notamment le SRI, et l'utilisation de variétés améliorées et d'engrais a contribué à la sécurité alimentaire des ménages. Cette sécurité a engendré une augmentation de la disponibilité, la facilité d'accès, et l'abordabilité alimentaire.

e. Le renforcement des collectivités agricoles locales

L'ERPP a tout d'abord tenté d'atteindre et de renforcer les collectivités et associations de producteurs au niveau de la ferme. Les agriculteurs formés sur le SRI ont pu établir à leur tour des groupes agricoles spécialisés dans le SRI.

Le SRI a permis à des groupes de producteurs devenus inactifs de relancer leurs efforts. Ces groupes sont dotés de structures dirigeantes, et ils sont capables de louer des fermes et de stocker leurs récoltes afin d'attendre des meilleurs prix du marché.

Certains ont ouvert des comptes en banque. On a encouragé aux groupes informels de rédiger leurs propres constitutions et de s'inscrire formellement auprès des autorités.

Certains se font embaucher par d'autres agriculteurs pour enseigner le SRI et préparer des parcelles de terrain à l'agriculture SRI.

Cette approche fondée sur les extrants est utilisée dans une variété de canaux qui se servent des collectivités agricoles pour diriger des Journées d'apprentissage sur des parcelles de démonstration. Premièrement, les agriculteurs principaux de chaque village ont été formés à établir des parcelles de démonstration afin d'enseigner le SRI à leurs collègues. Dans chaque système d'irrigation, 28 fermes de démonstration ont été établies. Deuxièmement, les autres agriculteurs ont pu apprendre et adopter le SRI au cours des Journées d'apprentissage. Troisièmement, la Journée de l'agriculture a permis aux agriculteurs appartenant à d'autres systèmes d'irrigation de se réunir afin de s'instruire les uns les autres et de s'entre-évaluer. Quatrièmement, le projet a organisé des visites de groupes aux agriculteurs exceptionnellement réussis afin de s'instruire d'avantage et d'échanger des idées.

L'école paysanne, les parcelles de démonstration, et les visites de groupes ont été réussies vis-à-vis de la mobilisation des agriculteurs, l'appui technique, la sensibilisation et diverses autres formes d'assistance aux agriculteurs. Cependant, il existe des soucis aussi bien chez les agriculteurs que chez les experts quant à l'autonomie et la puissance des agriculteurs au long terme, et surtout lorsque la provision d'appuis techniques et d'intrants agricoles aura cessé en 2020. Les agriculteurs ont mis l'accent sur l'importance du renforcement de capacités en SRI et des bonnes pratiques agronomiques rizicoles.

« Il nous faut de plus en plus d'appui à l'apprentissage des fermiers vis-à-vis de l'adoption du SRI. C'est le seul moyen durable de permettre aux agriculteurs en risque de faillite de sortir de la pauvreté. » – Godfray Joseph Pascal, agriculteur du village d'Ilonga, Kilosa, région du Morogo.

3. Comment le projet engage-t-il les petits producteurs de denrées alimentaires, les associations agricoles et les associations sociales ?

a. L'engagement et la participation des petits producteurs de denrées alimentaires, et en particulier les femmes

La conception de l'ERPP s'est fondée sur un examen de la politique, des stratégies, des plans d'investissements et des projets de développement agricole nationaux. Ces rapports nationaux ont été élaborés au cours d'un processus de consultation et de consensus national qui a tenu en compte les petits agriculteurs aux niveaux national, régionaux, locaux et villageois. Ainsi, la conception de l'ERPP a pour but de réaliser les interventions suggérées par les associations agricoles et par les experts gouvernementaux afin de mieux avantager les petits producteurs.

Au cours de la phase du lancement du projet, les agriculteurs ont été consultés lors des réunions villageoises et durant des ateliers de formation initiale organisés par le correspondant du gouvernement local, responsable aussi de la supervision de l'implémentation du projet en collaboration avec les agents de vulgarisation et les participants du programme, en particulier les femmes. On a aussi mobilisé certains agriculteurs à se porter volontaires pour établir des parcelles de démonstration et pour participer à l'École paysanne afin de s'instruire. Une enquête a indiqué que les agriculteurs et agricultrices ont été satisfaits de leurs écoles paysannes et de leurs collectivités agricoles. Pour chacune des activités, on a donné aux hommes et aux femmes l'espace et le cadre nécessaire à la prise de décision quant au choix d'activités en groupe. Ils ont effectué ces activités eux-mêmes à la suite de décisions collectives, avec l'appui des techniciens, des agents de vulgarisation du Bureau de l'irrigation et des coopératives agricoles et des représentants de KATRIN et de l'ASA. Ceci a contribué à un sentiment d'appropriation et d'influence renforcé par rapport à l'approche, aux stratégies, aux impacts et à la durabilité du projet. Par exemple, les producteurs de riz brut ont participé à la prise de décision quant au choix des variétés de riz brut qu'ils ou elles allaient produire et promouvoir à l'avenir.

b. L'engagement des sociétés agricoles et des sociétés d'association civile

Les organisations non-gouvernementales (ONG) et des organisations de société civile (OSC), telles que le Conseil agricole de la Tanzanie, l'Association d'agriculteurs tanzaniens, le Réseau national des groupes agricoles en Tanzanie appelé aussi le Mtandao wa Vikundi vya Wakulima Tanzania (MVIWATA) en kiswahili, et le Forum des acteurs non-étatiques (l'ASAF) ont joué leur rôle surtout lors de l'étape de la conception de l'ERPP. Ces organes ont également participé au niveau national par le biais de réunions d'évaluations annuelles et régulières du Comité technique du programme de développement du secteur agricole en Tanzanie continentale et le Plan du secteur agricole au Zanzibar. Ils ont été présents aussi lors des réunions le Groupe de travail du secteur agricole (ASWG), où ils ont surveillé et évalué tous les projets d'intervention agricole du pays y compris l'ERPP, étant donné que le lancement de l'ERPP s'est fait aussi dans le cadre du système national du Programme de développement du secteur d'agriculture.

Dans le cadre de l'ERPP, le gouvernement local est chargé d'assurer que le projet atteigne les agriculteurs qui y participent. Ils se sont démontrés efficaces quant à la portée du projet aux groupes ciblés les plus défavorisés et à la livraison des services et des activités associés au



projet. L'ERPP est un élément clé du Programme de développement du secteur agricole, et les activités se sont effectuées dans le cadre du système de planification, de contrôle budgétaire, de veille et d'évaluation du gouvernement. Au Zanzibar, la responsabilité de l'implémentation du projet est retombée sur le Ministère d'agriculture et de ressources naturelles.

Au niveaux gouvernementaux locaux en Tanzanie continentale et au Zanzibar, l'ERPP a permis d'augmenter les capacités du personnel de vulgarisation à transmettre la technologie de production et les services techniques aux petits producteurs de riz brut qui sont en risque d'insécurité alimentaire et de pauvreté monétaire.

Parce que l'ERPP a toujours envisagé l'emploi des systèmes d'implémentation du Programme de développement du secteur agricole, il a également aidé à renforcer le personnel de vulgarisation du gouvernement. En revanche, l'inclusion du personnel de vulgarisation gouvernemental au niveau local a empêché la participation des ONG et OSC agricoles à son implémentation.

Au niveau national, le Ministère de la sécurité alimentaire et des coopératives agricoles a coordonné les efforts liés au lancement de l'ERPP. Le coordinateur de l'ERPP est subordonné au Directeur de la politique et de la planification du Ministère d'agriculture aussi bien en Tanzanie continentale qu'au Zanzibar.

La participation des agriculteurs au projet s'organise aux niveaux des districts et national lors de la Journée de l'agriculture. Notre recherche indique que les agriculteurs n'ont pas été suffisamment impliqués dans la prise de décisions stratégique du projet. Cela est dû au fait que l'ERPP contribue à l'implémentation des questions évoquées dans d'autres documents, tels que le Plan pour l'investissement dans la sécurité alimentaire de la Tanzanie (TAFSIP) et le Programme pour le développement du secteur agricole (ASDP). Ces rapports ont été rédigés à la suite de processus consultatifs nationaux auxquelles des associations agricoles

L'AGRICULTEUR
KHAMISI RAMADHAN
HADJI SE LAVE LES
MAINS AVEC DE L'EAU
PUISEE DE LA STATION
DE POMPAGE DU
SYSTÈME D'IRRIGATION
UZINI AU ZANZIBAR.

(ALLAN GICHIGI/
ACTIONAID)

ont participé. Les associations agricoles et civiles se sont déclarées satisfaites du niveau de leur participation aux réunions et aux ateliers de travail consacrés à la préparation de la proposition de l'ERPP. Cependant, ils ont exprimé leur mécontentement vis-à-vis de leur exclusion lors de l'étape d'implémentation, particulièrement en ce qui concernait l'approvisionnement des services de vulgarisation tels que le MVIWATA.

4. Comment le projet parvient-il aux femmes, et en quoi sont-elles avantagées par L'ERPP ?

L'ERPP a été conçu pour favoriser les femmes et les jeunes. En deux ans seulement d'implémentation en Tanzanie continentale, la participation des femmes et des jeunes à l'École paysanne et aux parcelles de démonstration est égale à presque 50% de tous les participants du projet. Les femmes en particulier ont apprécié la quantité de travail économisée grâce à l'irrigation, ce qui rendait difficile la riziculture pour les femmes en tant que source de revenus rentable. Depuis qu'elles se sont rendu compte des avantages accordés par l'économisation de travail grâce à l'adoption du SRI, de plus en plus de femmes s'intéressent avec enthousiasme à la riziculture.

« Les femmes représentent environ 64% (c'est-à-dire 4 175) des agriculteurs qui bénéficient du projet. Elles ont participé au projet lorsqu'elles ont eu la chance d'apprendre et d'apprécier des technologies permettant l'économie du travail présentées par le projet. Par exemple les sarcloirs rotatifs pour le désherbage, ce qui est typiquement entrepris par les femmes dans les ménages rizicoles. » – Salehe M. Juma, coordinatrice de projet, Zanzibar

Le taux d'inscription des femmes aux groupes de producteurs est aussi d'environ 50%. Il a été rapporté aussi que certaines femmes qui ne sont pas impliquées directement par le projet ont tout de même pu adopter le SRI et ainsi augmenter leurs revenus et renforcer la sécurité alimentaire de leur ménage grâce à des techniques qu'elles ont acquises auprès des participants du projet.

« J'aime le SRI car ils exigent moins de tout ; qu'il s'agisse des semences, de l'eau ou du travail, alors que les récoltes ont doublé ou même triplé ! Ceci nous permet, nous, les femmes, d'avoir plus de temps à consacrer à nos enfants et à faire la cuisine. » – Subira Kombo Vuai, agricultrice à Cheju, Zanzibar

En plus de la réduction de la besogne des femmes, le projet a engendré des changements positifs dans la riziculture traditionnelle. Grâce au SRI, certains des groupes de producteurs, y compris les femmes, ont entrepris d'économiser les revenus de façon collective, et ont élargi la portée du SRI en louant des terrains. Dans les groupes de producteurs de sexes mixtes, les femmes ont également joué des rôles de chef de file.

Tandis que l'ERPP a visiblement aidé un grand nombre de femmes à améliorer leur subsistance, le projet aurait pu être plus systématique quant à l'inclusion des femmes dans les activités du projet. Par exemple, l'ERPP aurait pu démarrer avec une étude de base qui élabore spécifiquement les questions liées au sexe vis-à-vis de la production rizicole afin de concevoir des interventions qui accommoderaient en particulier les exigences des femmes et des jeunes oeuvrant dans cette industrie. Le riz représente une céréale très commercialisée en Tanzanie, et sa production est souvent dominée par les hommes et les individus dotés de capitaux relativement élevés. Les femmes et les jeunes souffrent souvent d'un manque du capital nécessaire à la production du riz à l'échelle commerciale. La subvention consacrée aux intrants agricoles aurait pu être explicitement stipulée de façon à qu'elle cible 70% des

AUPARAVANT, JOHN
ANDREA KUNAMBA
(CENTRE) ET SA FAMILLE
NE MANGEAIENT
QU'UNE SEULE
FOIS PAR JOUR.
MAINTENANT, LEUR
RÉCOLTE DE RIZ LEUR
ASSURE TROIS REPAS
SAINS AU QUOTIDIEN.

**(HANS NGOTEYA/
ACTIONAID)**



petites productrices de riz brut afin d'accroître la participation des femmes dans la production rizicole et d'équilibrer la majorité masculine actuelle.

Le manque d'une approche systématique envers l'inclusion des femmes a créé des lacunes dans l'implémentation du projet. Par exemple, il existe une forte proportion d'hommes par rapport à celle des femmes parmi les experts techniques du projet. Les femmes ont aussi fait face à des options limitées vis-à-vis de la gestion des responsabilités ménagères qui leur permettrait de participer aux réunions de consultation, les Journées d'apprentissage sur le terrain et les visites de groupe. Il a été suggéré que les formations collectives s'effectuent plus près de chez eux afin de réduire la durée de voyage, et que les réunions consultatives se limitent à une ou deux heures.

5. Le projet renforce-t-il les collectivités face au changement climatique ?

La Tanzanie a éprouvé six sécheresses majeures au cours des trois dernières décennies. Le pays est actuellement classé 40ème en termes de vulnérabilité face au changement climatique en Afrique. La résilience climatique est particulièrement importante pour les petits agriculteurs. Néanmoins, l'ERPP a mis l'accent sur l'introduction de nouvelles technologies de production, la réhabilitation de systèmes d'irrigation et le renforcement des associations de producteurs.

« Nous dépendons de l'eau de la rivière Sangata pour irriguer nos cultures, et nous nous servons de méthodes agricoles locales appelées « mchakamchaka ». Littéralement, ceci veut dire « les semences multiples rapides à l'intérieur de 10 cm. » Autrefois, nous utilisions beaucoup d'eau pour tout irriguer. Depuis l'adoption du SRI, j'utilise moins d'eau parce que je sème systématiquement et dans le bon ordre. – Hadija Hassan, agricultrice du village de Mvumi, région du Morogoro.

Le SRI renforce implicitement la résilience agricole face au changement climatique puisqu'il exige moins d'eau et puisque la durée du processus de maturation des variétés améliorées est courte. Cependant, dans les systèmes d'irrigation rizicoles traditionnels dépourvus de vannes écluses, les excès d'eau causés par les précipitations nuit à la résilience agricole. Même si les agriculteurs utilisent le SRI, ils n'ont ni la technologie ni les moyens de contrôler les excès d'eau. Au niveau du lancement du projet, la construction des systèmes d'irrigation n'avait pas été entamée lorsque les entretiens ont eu lieu. C'est la raison pour laquelle certains agriculteurs n'ont pas été capables de contrôler les débordements d'eau.

« Notre système d'irrigation, (celui du Komtonga), est un système traditionnel, entouré de trois rivières. Lors des moments de précipitation excessive, nous avons des récoltes diminuées ou rien du tout. Si ce projet intervient en construisant des canaux d'irrigation ou des vannes écluses, ceci permettrait de renforcer notre résilience face au changement climatique, surtout lors des périodes trop pluvieuses. » – James Peter Mbiu, Agent d'irrigation, Mvomero, région du Morogoro.

Bien que le SRI offre une certaine durabilité climatique, l'ERPP n'a malheureusement pas d'approche pour combattre le changement climatique. Ceci est dû au fait qu'il n'y a pas eu d'activités de planification concernant les interventions visant à renforcer la résilience au niveau des collectivités ; des activités telles que la cartographie des risques ou l'adaptation des plans et des budgets des collectivités. Lorsque l'on a abordé le personnel du projet et les agents clés au sujet de la résilience climatique, diverses réponses furent obtenues.

La Conseillère régionale agricole du Morogoro a affirmé que la résilience climatique figurait sous la Composante n. 4 du projet. Dans le cadre de cette composante, les activités suivantes ont

été effectuées : la conservation écologique et la formation gestionnaire, y compris la distribution de dépliants sur les méthodes de contrôle des maladies aux agriculteurs. Elle a rajouté que des études sur l'impact social avaient été effectuées également.

Ces mêmes efforts n'ont pas été reproduits dans les districts de Kilosa et Mvomero, ces, en partie à cause des délais éprouvés dans l'implémentation des travaux de construction des systèmes d'irrigation, des entrepôts et des routes.

Recommandations

Le projet a réussi à mobiliser et à parvenir aux agricultrices et aux ménages vulnérables grâce au transfert des technologies de production améliorées et au renforcement des collectivités agricoles qui résulte des Écoles paysannes, des parcelles de démonstration, et des visites en groupe des fermes modèles. Tout ceci a été possible grâce à la participation du personnel de vulgarisation du gouvernement tanzanien. Les recommandations suivantes pourraient servir à améliorer la durabilité et la résilience agricole, ainsi que les conditions des femmes agricultrices lors de la conclusion de l'ERPP.

Les recommandations relatives à l'approche et la stratégie générales du projet :

- Le projet doit évaluer les moyens par lesquels les collectivités agricoles puissent être renforcées et appuyées à l'avenir. Ces collectivités doivent acquérir leur indépendance économique grâce à la production et le traitement du riz brut, l'emballage du riz transformé, et l'accès aux divers marchés qui puissent leur offrir des meilleurs prix. Plusieurs projets ont privilégié le renforcement des capacités, mais à la conclusion des interventions, leurs participants retournent au statu quo.
- L'ERPP est actuellement en train de finaliser ses dernières activités liées à la réhabilitation des systèmes d'irrigation et à la construction d'entrepôts et de routes agricoles alors qu'il rentre dans sa troisième année de mise en œuvre. Il est donc important d'insister sur l'achèvement des activités dans les délais prévus, tout en assurant l'impact durable et renouvelable du projet.
- Ce projet doit améliorer l'implication des organisations agricoles telles que le MVIWATA et les associations civiles, y compris les associations qui favorisent les droits de la femme, dans l'implémentation, la surveillance, l'évaluation et la gestion stratégique de toutes ses activités.
- Le projet bénéficierait de l'adoption d'une approche fondée sur les droits civils qui s'appliquerait à sa stratégie d'intervention, surtout à l'égard de l'accès aux terres productives et irrigables des petits producteurs de riz bruts qui désirent étendre leurs cultures mais ne peuvent pas accéder les terrains en question. Un grand nombre des systèmes d'irrigation sont surpeuplés et la location des terres est très couteuse.

Les recommandations relatives à la responsabilisation de la femme :

- Une approche fondée sur le sexe doit être systématiquement adoptée afin d'assurer l'inclusion des femmes et des jeunes à tous les niveaux des activités du projet et l'allocation de toutes les subventions. Les femmes et les jeunes représentent les groupes

les plus vulnérables vis-à-vis de l'accès aux technologies de production du secteur agricole. La conception de la subvention destinée aux intrants agricoles est importante étant donné qu'elle doit permettre aux femmes et aux jeunes de pouvoir rembourser les bons des intrants agricoles avant la récolte. Par exemple, on devrait accorder aux femmes et aux jeunes un délai de grâce qui leur permettrait de mettre leurs économies dans une caisse d'épargne durant la première année de leur participation au projet. Les femmes devraient également bénéficier d'une transition vers les intrants agricoles biologiques afin de réduire leur risque d'exposition aux agrochimiques.

Les recommandations relatives à la résilience climatique et au caractère renouvelable du projet :

- Tout d'abord, il faut que tous les participants au projet parviennent à une même compréhension vis-à-vis des concepts de résilience climatique. Deuxièmement, il est important d'effectuer des études environnementales des travaux de construction envisagés. Cela dit, il est tout aussi important de considérer une approche qui favorise le renforcement de la résilience par le biais d'activités telles que la cartographie des risques au niveau des collectivités, la planification des efforts envisagés, la création d'alliances entre les collectivités et le financement et la budgétisation collectifs des projets liés à la résilience climatique.
- Le projet doit aussi considérer les moyens de maximiser l'exploitation des terres lors de la conclusion des récoltes. Pour ainsi faire, on doit rechercher les cultures autres que le riz qui puissent produire pour les agriculteurs des bons rendements entre les saisons de production de riz brut.
- Le projet doit expédier le processus d'approvisionnement lié à la construction des entrepôts et des routes et à la réhabilitation des systèmes d'irrigation. Les délais ont largement contribué à la diminution de l'impact du projet, et représentent ainsi des leçons importantes pour l'amplification du projet à l'avenir.
- Le projet doit développer un plan précis afin d'assurer la durabilité des associations d'agriculteurs et d'agricultrices et la possibilité de renouveler les activités qui dépendent beaucoup des intrants agricoles et des matériaux coûteux.
- La transition vers une implémentation du SRI plus agroécologique doit être recherchée et favorisée par le gouvernement tanzanien afin de déployer le plein potentiel de l'agriculture SRI. Ceci permettrait aussi aux agriculteurs les plus pauvres d'adopter le SRI étant donné qu'ils ne peuvent pas encore se permettre les intrants agricoles coûteux. Le renforcement de l'autonomie des agriculteurs au sein de leurs collectivités grâce à l'augmentation des revenus générés par le traitement et l'emballage du riz doit être considéré une stratégie de sortie importante.

Remerciements

Ce rapport a été rédigé par le Docteur Joel Johnson Mmasa et M. Festo E. Maro. Ils se sont fondés sur les recherches qu'ils ont effectué eux-mêmes, avec la participation de Mme Alberta Guerra, Mme Sophia Har, M. Joram Wimmo, et M. Elias Mtinda.

ActionAid USA, 1220 L Street, NW, Suite 725, Washington D.C. 20005, +1 (202) 835-1240

www.actionaidusa.org

More Action. Less Aid.